REPUBLIQUE FRANÇAISE **DEPARTEMENT DE L'YONNE**

Elections législatives du 5 mars 1967

Electrices, Electeurs de la circonscription d'Avallon-Tonnerre,

J'ai 41 ans. Je suis avocat à la Cour de Paris. Quoique n'étant pas né sur votre terre, mais de l'autre côté de la Méditerranée en Algérie où mes grands-parents Alsaciens avaient trouvé un refuge après la débâcle de 1871, j'ai pour le Morvan, où je possède une maison, un profond attachement qui fait pour moi de cette région une seconde patrie vers laquelle je me tourne chaque fois que j'ai besoin de retrouver au contact de ces paysages et de ces hommes le sens de la vérité et de l'équilibre, si rares dans notre monde d'aujourd'hui.



Jacques RIBS
Candidat

J'appartiens à une génération élevée par l'Ecole de la République qui a vécu la guerre à un âge où les souvenirs marquent d'une manière ineffaçable pour connaître ensuite le réconfortant rétablissement de l'après-guerre, mais également l'incohérence d'une vie politique désordonnée.

Nous étions un certain nombre qui, conscients des difficultés de la vie politique, avons néanmoins ressenti comme une humiliation la manière de notre peuple s'est soumis depuis 8 ans à un maître sans nuances pour ne plus avoir à affronter un présent spécialement difficile en oubliant la leçon des générations précédentes qui avaient fondé la République. Pendant toutes ces années nous avons souffert de voir la France livrée à l'imposture, à la stagnation économique et à l'injustice sociale. C'est pourquoi j'ai cru devoir accepter lorsque François MITTERRAND entreprit de réunir les républicains dans son splendide combat contre le pouvoir personnel en décembre 1965, d'organiser sa campagne dans l'Avallonnais, puis d'installer dans le département de l'Yonne la Convention des institutions républicaines, troisième famille politique de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

On ne dira jamais assez que si la France s'est abîmée pendant des années dans des jeux stériles, puis abandonnée sans mesure aux caprices d'un seul, c'est essentiellement à cause de l'affaiblissement de l'esprit civique des Français livrant la nation aux ambitieux et aux politiciens professionnels.

Aujourd'hui la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste m'a demandé de porter ses couleurs dans cette circonscription pour y mener en affrontement quasi singulier, le juste combat de la République et de la Justice sociale contre le pouvoir personnel et la réaction.

Il aurait certes été plus facile pour moi de continuer à développer paisiblement le cabinet d'avocat civiliste que j'avais créé à Paris au prix de 15 années de travail opiniâtre.

Jean BARRIL
Remplaçant éventuel

J'ai pensé que pour rester logique avec moi-même je n'avais pas le droit de me dérober et que je n'avais pas non plus le droit de me désintéresser de la situation dramatique où se trouve votre région que j'ai appris depuis plusieurs années à connaître et à aimer, et que je me suis attaché à défendre comme Président du Comité d'Expansion Economique de l'Avallonnais.

Homme neuf, certes, bien différent des politiciens professionnels passés de la IVe à la Ve qui vous ont jusque-là représentés, je crois néanmoins tant par la formation que j'ai reçu : Diplôme d'Etudes Supérieures de Droit Public - Diplôme d'Etudes Supérieures d'Economie Politique - Docteur en Droit - Diplôme de l'Ecole des Sciences Politiques, que par l'expérience recueillie depuis 20 ans dans mes travaux, pouvoir apporter aux populations de cette circonscription confrontée à de très graves problèmes de mutation économique, une aide efficace, et me présenter à vous comme un homme sérieux.

Jean BARRIL, enseignant retraité, Maire de Ligny-le-Châtel a bien voulu m'assister comme remplaçant éventuel dans ce combat essentiel.

♣

L'événement nouveau et considérable de ces élections législatives est que pour la première fois les vrais Républicains se présentent à vous étroitement unis dans une seule formation : **La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste** comprenant :

— Le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste ;
— Le Parti Socialiste S.F.I.O. ;
— La Convention des Institutions Républicaines groupant la jeune génération politique républicaine et dont l'importance par le nombre et la qualité est égale à celle de ses 2 aînées.

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste prétend être l'axe puissant de la majorité républicaine de demain devant assurer la stabilité et la continuité du gouvernement.

Elle vous présente un **programme de gouvernement** longuement et attentivement mis au point par des spécialistes éminents et résultant d'études approfondies et de confrontations démocratiques :

● Contre le pouvoir personnel et pour une société de citoyens libres

Pour mettre fin au régime de pouvoir personnel et pour assurer la stabilité dans une démocratie authentique, nous proposons :

— La suppression ou la révision des articles de la Constitution utilisés pour établir le pouvoir personnel ;
— Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature, avec retour devant les électeurs en cas de crise ministérielle ;
— La liberté de l'information et l'indépendance de la radio-télévision à l'égard de tous les pouvoirs ;
— L'abolition des restrictions au droit de grève et la reconnaissance des syndicats dans l'entreprise ;
— L'épanouissement des libertés des communes en leur confiant les moyens de gérer leurs propres affaires.

● Pour une économie de progrès

— Un plan démocratique, discuté de la base locale au niveau national, décidé par le Parlement pour la durée de la législature ;
— La sélection des dépenses d'équipement financées par l'Etat, afin d'augmenter la production dans les secteurs indispensables à un pays moderne : les transports, la construction, le téléphone... ;
— La nationalisation des industries de l'armement et de l'espace et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'Etat ;
La justice sociale pour que la charge de l'impôt ne soit plus supportée essentiellement par les moins fortunés comme c'est le cas aujourd'hui.
— La lutte contre la spéculation sur les terrains pour permettre aux communes de disposer des moyens nécessaires

à une politique d'expansion, d'équipements, de logements et la construction de ceux-ci à des prix normaux ;
— La création d'une banque nationale d'investissements.

● Pour une agriculture moderne

— L'intégration de l'agriculture dans l'économie générale pour assurer aux agriculteurs la parité des revenus ;
— La recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles par l'unité politique de l'Europe, par l'élargissement du Marché Commun et par le développement de l'aide au Tiers-Monde ;
— La hausse des revenus agricoles par la modernisation de la production, la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement et l'association de l'agriculture aux industries alimentaires ;
— L'exonération de l'impôt sur le revenu pour les petits exploitants et la diminution de la T.V.A. pour les produits nécessaires aux agriculteurs ;
— Le développement de la coopération et de l'équipement collectif (eau, habitat, électricité, etc.), la lutte contre le démembrement et contre la hausse des prix du sol ;
— La création d'un office national de la viande pour le développement de l'élevage.

● Pour la justice sociale

— **Le droit au travail** exige le relèvement des salaires, traitements et retraites, la réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production, le plein emploi et une politique préventive de reconversion ;
— **Le droit de la santé** exige l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, des salaires décents pour les personnels hospitaliers, une aide accrue à la recherche médicale, la généralisation des conventions entre le corps médical et la sécurité sociale, la création d'un office central des industries pharmaceutiques ;
— **Le droit au logement** exige la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 logements sociaux, la prééminence de l'initiative publique en matière d'urbanisme, la création d'un organisme financier public accordant pour le logement des crédits de longue durée ;
— **Le droit à la solidarité nationale** exige :
— pour les handicapés, l'accroissement des crédits pour la réadaptation,
— pour les victimes de la guerre et les anciens combattants, le respect du rapport constant,
— pour les rapatriés d'Algérie, l'indemnisation sur la base de la loi de 1946 (dommages de guerre),
— pour les personnes âgées, l'abaissement de l'âge de la retraite et le relèvement des crédits du Fonds national de solidarité,
— pour les familles, l'augmentation et l'unification des allocations familiales.

● Pour la promotion de la Femme

— L'abrogation des textes qui interdisent le contrôle des naissances et qui s'opposent à la maternité heureuse et volontaire ;
— Le respect du principe « A travail égal, salaire égal » ;
— Le remboursement à 100 % des congés de maternité ;
— Le développement des équipements sociaux, notamment les crèches, les centres de protection maternelle et infantile, les écoles maternelles et les colonies de vacances ;
— L'égalité juridique entre les époux et le libre accès des femmes aux emplois et fonctions.

● Pour la priorité des priorités à l'Education Nationale

— La prolongation de la scolarité obligatoire à 18 ans ;
— La révalorisation de la fonction enseignante ;
— Le rétablissement de l'indépendance de l'Université et la concentration de tous les enseignements et de tous les services para-scolaires et de la jeunesse au sein d'un grand ministère de l'éducation nationale ;
— Le développement des constructions scolaires, notamment pour les écoles maternelles et l'enseignement technique ;
— L'augmentation des bourses et l'allocation d'études dans l'enseignement supérieur ;
— Le rétablissement de la cogestion universitaire ;
— La gratuité de l'enseignement avant et pendant la scolarité obligatoire ;
— La refonte et l'allègement des programmes ;
— Le respect de laïcité de l'école et du devoir essentiel de l'Etat à l'égard de ses écoles.

Pour la recherche scientifique :
— L'augmentation des crédits pour la recherche fondamentale et industrielle au lieu de la recherche militaire ;
— L'amélioration de la carrière des chercheurs.

Pour la jeunesse, nous proposons :
— L'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans ;
— L'abaissement de la durée du service militaire à 12 mois, puis à 8 mois ;
— Le développement de l'éducation physique et des installations sportives ;
— Le développement des institutions culturelles (maisons de la culture, maisons de jeunes, organismes populaires de voyage et de tourisme, etc...) ;
— L'aide de l'Etat aux arts et lettres et à la diffusion de la culture.

● Pour la paix dans un monde organisé

— La renonciation à la force de frappe atomique, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement et la coopération atomique européenne et internationale en faveur des œuvres de paix, ;
— Une action cohérente de la France en faveur du désarmement général, simultané et contrôlé par la participation de notre pays à la Conférence de Genève, la signature des accords de Moscou sur la cessation des essais nucléaires et la proposition d'un plan de désarmement progressif et d'un accord général contre la dissémination des armes nucléaires ;
— Une action concertée de la France en faveur de la sécurité collective et de la coexistence pacifique par la réforme de l'Alliance atlantique, par un règlement négocié sous contrôle international de la guerre au Vietnam, par un pacte européen de sécurité collective et par la réunion d'une conférence mondiale sur la coexistence pacifique et la sécurité collective ;
— Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen, élargie à la Grande-Bretagne et aux Etats scandinaves, liée aux peuples de l'Est européen par des institutions communes ;
— Une action concrète de la France en direction du Tiers-Monde, tendant à l'aider efficacement et non plus dispensée par la France seule, solution dominante de politique néo-colonialiste, ruineuse pour la France et sans profit pour les peuples concernés.

Ce programmme de progrès économique et de justice sociale apportera à votre région une solution au terrible dépérissement dont elle est frappée aujourd'hui et contre lequel ni la Ve République ni ses élus n'ont rien entrepris pendant 8 ans.

Il vous appartiendra de choisir entre l'Espoir de Renouveau que vous offre la F.G.D.S. et la décadence que vous connaissez aujourd'hui.

⁂

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste **prend l'engagement solennel de réaliser au pouvoir le programme qu'elle vous présente.**

En vous prononçant massivement pour le programme de la Fédération et pour ses candidats, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel, de stagnation et de nationalisme et vous vous prononcerez pour la démocratie au service de l'homme, l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la paix.

Jacques RIBS

Docteur en Droit — Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques — Avocat à la Cour

candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste pour la circonscription d'Avallon-Tonnerre

REMPLAÇANT EVENTUEL : **Jean BARRIL**

Instituteur retraité — Maire de Ligny-le-Châtel

Officier des Palmes Académiques — Croix de guerre 39-45 — Médaille des engagés volontaires à la 1re D.F.L.

AUXERRE. - IMP. L'UNIVERSELLE

Vu : le candidat.